

Le 29 juin 2020

L'honorable Tom Lukiwski, président
Comité permanent des opérations gouvernementales et des
prévisions budgétaires
Chambre des communes
131, rue Queen, 6^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Objet : Réponses aux questions posées à la suite de la comparution de l'Association canadienne de la construction devant le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires le 5 juin 2020

Je remercie le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires d'avoir donné à l'Association canadienne de la construction (ACC) l'occasion de lui communiquer les préoccupations et les opinions de l'industrie de la construction. L'ACC représente plus de 20 000 entreprises membres de 63 associations partenaires intégrées à l'échelle locale et provinciale. Elle est la porte-parole nationale des entrepreneurs, des fournisseurs et des professionnels de secteurs connexes qui œuvrent de façon directe ou indirecte dans l'industrie canadienne de la construction industrielle, commerciale, institutionnelle et de génie civil en ce qui concerne les politiques et la législation gouvernementales ainsi que l'établissement des normes.

Maintenant que le Canada cherche à redonner vie à son économie dans le sillage de la pandémie de COVID-19, il doit impérativement injecter des fonds dans son infrastructure, car ce type d'investissement a toujours été étroitement lié à la croissance économique. Selon l'analyse de données recueillies par le passé, chaque dollar dépensé pour l'infrastructure rapporte 1,35 \$. Un tel investissement profiterait donc à l'économie pendant de nombreuses années.

À un moment où de nombreux travailleurs ont été déplacés de leur secteur, notamment ceux des services et de l'hospitalité, l'industrie de la construction est bien placée pour attirer et embaucher de nouveaux talents. Un investissement dans l'infrastructure stimulerait la croissance économique et la création d'emplois et aurait d'autres retombées favorables à long terme, comme une hausse des recettes fiscales pour tous les ordres de gouvernement, l'efficacité accrue de la chaîne d'approvisionnement et un flux d'investissements en capitaux privés. Comme le montrent les nouvelles dépenses fédérales et provinciales annoncées pour l'infrastructure, un tel investissement fera partie intégrante des mesures de relance prises pour relever le pays de la pandémie.

Les entreprises de construction comptent parmi les employeurs les plus importants du Canada, et le pays leur doit une bonne partie de son succès économique. Composée à 70 % de petites et de moyennes entreprises, l'industrie fait travailler plus de 1,5 million de Canadiens et génère 7 % du produit intérieur brut (PIB) du pays. Tous nos membres, petits et grands, sont désireux de participer à la relance économique du Canada. Il convient toutefois de souligner que, dans le contexte actuel, les



Canadian Construction
Association
Association canadienne
de la construction

entreprises de construction doivent absorber tous les frais d'exploitation supplémentaires engendrés par la pandémie.

Bien que les membres de l'ACC souhaitent une industrie de la construction forte et fonctionnant à plein régime qui contribue à la revitalisation de l'économie canadienne, ils ne peuvent assumer à eux seuls ce fardeau financier. Ils ont donc manifesté le besoin que le gouvernement assume une part équitable de la charge financière découlant des retards et des coûts engendrés par la pandémie jusqu'à présent et à l'avenir.

Il est difficile pour l'instant de quantifier les répercussions économiques de la COVID-19 sur l'industrie de la construction. Cependant, d'après un court sondage effectué par l'ACC en juin dernier, environ 55 % des répondants ont demandé la Subvention salariale d'urgence du Canada. Grâce à celle-ci, environ 42 % des répondants ont pu réembaucher jusqu'à 10 employés; 8,5 %, de 10 à 50 employés; et environ 4 %, plus de 200 employés. Le sondage de l'ACC ne donne qu'un petit aperçu de la situation dans l'ensemble de l'industrie, mais il en ressort clairement que les mesures mises en place par le gouvernement fédéral ont été d'une importance cruciale pour permettre aux entreprises de se maintenir à flot et de conserver leurs employés, même si elles traversaient une période très difficile sur le plan financier.

Au nom de l'ACC, je remercie de nouveau le Parlement et le gouvernement fédéral d'être rapidement venus au secours des Canadiens et des entreprises pendant la pandémie de COVID-19, ainsi que de m'avoir donné l'occasion de fournir des mémoires et des informations supplémentaires au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires.

Je vous prie de recevoir mes salutations les meilleures.

La présidente de l'ACC,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'mvanburen'.

Mary Van Buren